

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.Association déclarée
Loi de 1901354, Rue Saint-Honoré
PARIS-1^{er}Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

SOMMAIRE

CHRONIQUE

L'espionnage soviétique aux Etats-Unis: Autour de l'enquête du Sénat 1

ACTUALITE

Le C.P.F. et la bombe atomique... 6

ETUDE

La crise dans le P.C. Polonais..... 7

LES PAYS DU GLACIS SOVIETIQUE

Tchécoslovaquie: La justice à l'usine. — Divers aspects de l'« émulation » 8*Le sens de l'épuration des communistes slovaques* 9*Allemagne orientale: Les relations germano-tchèques* 9*Obligations légales des travailleurs* 10*Hongrie: Salaires trop élevés.....* 10*La France vue de Budapest.....* 11*Pologne: En marge de l'école des « mouchards »* 11*Les chiffres qui parlent. — Sabotage ou exigences excessives? — A quoi sert la presse. — Les tentacules soviétiques.* 12*Roumanie: Les Soviets contre la Sorbonne. — Rubrique des prisons.* 13*La liberté du commerce. — Les travaux de fortification* 14

LA VIE EN U.R.S.S.

L'Association « France-U.R.S.S. » en terre promise. — Toujours l'« irresponsabilité » 14*Les violations du statut des kolkhozes dans le Kazakhstan* 15*Version soviétique de la victoire sur l'Allemagne* 16

EN EXTREME-ORIENT

La soumission des sectes religieuses. — L'Association « Chine-U.R.S.S. » — Une lettre de reconnaissance de 26 m. de longueur 16**CHRONIQUE****L'ESPIONNAGE SOVIÉTIQUE AUX ÉTATS-UNIS****Autour de l'enquête du Sénat**

Les enquêtes politiques et policières sur l'espionnage communiste aux Etats-Unis suivent leur cours bizarre, tantôt parallèles, tantôt enchevêtrées. Il s'y mêle des révélations, dénonciations et scandales qui n'entrent pas à proprement parler dans la rubrique de l'espionnage mais dans celle de la collaboration, bénévole ou intéressée, idéologique ou pratique, avec l'ennemi. Seuls des spécialistes arrivent à s'y reconnaître, non sans de grands efforts d'attention et de discrimination.

Les sénateurs américains ne sont pas des spécialistes, en particulier M. McCarthy qui se taille un bruyant succès de publicité par ses déclarations parfois excessives, souvent contradictoires et presque toujours confuses, auxquelles toute la presse donne un retentissement de mauvais aloi. Il n'empêche que par ses exagérations mêmes,

par l'impropriété des termes qu'il emploie, par son obstination quasi élémentaire, le sénateur républicain du Wisconsin a tourné l'attention du public et des autorités vers des faits intolérables, en usant des seuls procédés que l'Amérique soit capable de prendre en considération.

Bien des gens ne veulent pas croire à la réalité de ces faits. Mais bien davantage ne voulaient pas croire à la véracité de Miss E. Bentley et de W. Chambers, ni à la culpabilité d'Alger Hiss, et il a fallu se rendre à l'évidence après les deux procès qui ont abouti à la condamnation du protégé de MM. Truman, Acheson, Jessup et autres Reed et Frankfurter (voir le *B.E.I.P.I.*, numéros 6, 9, 19, 21 et 23).

La condamnation d'Alger Hiss et tout ce qu'elle implique, l'arrestation et la condamnation de Miss Coplon et de Valentin Goubitchev aux Etats-

Unis, de Klaus Fuchs en Angleterre, enfin l'arrestation récente d'Harry Gold à Philadelphie n'autorisent pas à traiter de tels faits à la légère.

L'affaire Harry Gold

Le F.B.I. (Bureau Fédéral d'Investigation) compte bon nombre de novices en matière politique. Néanmoins sa direction a acquis une compétence très supérieure à celle des Commissions d'enquête du Sénat. C'est ce qui a permis de déceler le travail criminel de Klaus Fuchs, « espion atomique » par conviction, ensuite la complicité d'Harry Gold, arrêté le 23 mai.

A en juger sur ses premières déclarations, ce Gold serait d'idéologie communiste, comme Fuchs avant son repentir, mais sans être inscrit au parti. Son frère Joseph a déclaré : « *Tout ce que je sais, c'est que mon frère n'est pas communiste et ne l'a jamais été* ». Une multitude d'auxiliaires de Staline joue ainsi sur les mots, le terme de « communiste » au sens strict n'étant plus applicable à personne désormais, à moins de l'appliquer à tous ceux qui font le jeu de Moscou.

Les informations de la presse quotidienne sur le cas de Harry Gold sont des plus troubles. Il semble que Gold ait été identifié par Fuchs dans sa prison, sur photo présentée par des agents du F.B.I., après une longue observation exercée sur le suspect et après enquête sur 1.200 personnes ; que Fuchs ignorait le nom réel des agents soviétiques avec lesquels il avait des contacts et que Gold lui servait d'intermédiaire ; que Gold lui-même ne connaissait ses « collègues » que sous des sobriquets et que s'il a l'intention de « coopérer avec le F.B.I. » pour faire repérer ses complices, il ne le pourra que dans la mesure où il reconnaîtrait certains d'entre eux, d'après des photos.

Si l'on devait prendre au sérieux ces renseignements divulgués par la presse, l'affaire serait menée en dépit du bon sens puisque toute divulgation de ce genre suffit à alerter un réseau, à donner le signal de se « déguiser en courant d'air » pour aller opérer ailleurs dans des conditions différentes. Le F.B.I. aurait eu intérêt, semble-t-il, à taire l'interrogatoire de Fuchs en prison et les propos de Gold après son arrestation. Mais on peut supposer aussi que tout n'est pas vrai dans ce que raconte la presse ; que le F.B.I. se livre pour sa part à une « désinformation » propice à ses recherches ; qu'il a déjà accompli toutes les opérations de filature et de vérification nécessaires avant de frapper un coup susceptible de mettre en éveil toute une bande ; que ce coup même soit destiné à provoquer dans la dite bande des réactions... centrifuges permettant des recoupements ; etc., etc.

Le champ étant laissé libre à l'imagination, toutes les hypothèses sont permises. Même celle où Gold, dûment stylé, ferait semblant de se « mettre à table » pour lancer le F.B.I. sur de

fausses pistes. Même celle où le F.B.I., sous des dehors de gaucherie et de maladresse, se comporterait avec une suprême astuce. L'avenir seul dira ce qu'il en est (peut-être).

En attendant, Harry Gold a demandé à son juge, James McGranery, de désigner d'office un avocat « *dont le patriotisme soit impeccable et qui jouisse du respect de la cour, du public et du barreau* » ; pas un avocat qui « *ferait une exhibition* » personnelle ; mais un avocat « *sans la moindre connection avec les milieux de gauche ou quoi que ce soit de rose (pinkish) dans son passé* ». Ces exigences sont consignées en toutes lettres dans la presse américaine du 2 juin.

Le juge n'ayant rien à refuser à un inculpé aussi soucieux des convenances et aussi rigoureux sur le chapitre de la respectabilité, il a désigné comme défenseur, John Hamilton, ancien président du Parti Républicain, et Auguste Ballard, son associé, tous deux membres d'une « firme juridique » que dirige l'ancien sénateur George Wharton Pepper. En raison de la gravité de l'affaire, dit le juge, et de ses implications internationales, « *il incombe à la Cour de nommer des avocats dont le patriotisme soit au dessus de tout reproche* », et nul ne répond mieux à cette définition que M.M. Hamilton et Ballard.

En effet Harry Gold, qui s'y connaît et ne badine pas avec ces matières, a daigné agréer le choix du juge. Le moins qu'on puisse dire est que cette procédure contraste singulièrement, à l'honneur des Etats-Unis, avec les procédés en vigueur derrière le rideau de fer. On aimerait ne pas avoir à penser au fou-rire qui, à Moscou, doit s'emparer des gens chargés de ces choses, quand ils lisent les rapports et comptes rendus d'Amérique (1).

Les "pervers sexuels" dans l'Administration Centrale

Sous les coups assez désordonnés de Joseph McCarthy, le State Department avait été amené à révéler que sur 202 employés congédiés ou éliminés de ce service au cours d'une épuration ayant duré deux années, 91 le furent pour cause d'homosexualité (voir B.E.I.P.I. numéro 23). Et les commentaires autour de cette révélation ont assez souligné la connexité entre homosexualité et stalinisme, étant entendu que les liens personnels comptent plus que les doctrines dans l'adhésion de nombreux « intellectuels » à des groupes communistes ou satellites, dans leur affiliation à des réseaux clandestins de toutes sortes.

A la suite des explications de M. John Peurifoy sur ce point, un sous-comité du Sénat voulut en savoir davantage et fit comparaître le chef de

(1) Le 9 juin, le Grand Jury Fédéral de Brooklyn inculpait Gold et deux complices non-identifiés d'espionnage atomique.

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites, des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 354, rue Saint-Honoré à Paris (1^{er}).

« l'escouade du vice » de Washington. Celui-ci rapporta qu'il y avait environ 5.000 homosexuels dans la capitale et que les trois-quarts travaillaient pour le gouvernement (29 mars dernier).

Dans une « newsletter » adressée à 7.000 militants de son parti, M. Guy George Gabrielson, président du Parti républicain, affirmait le 18 avril que « les pervers sexuels qui se sont infiltrés au gouvernement [c'est-à-dire dans l'administration] dans les dernières années sont peut-être aussi dangereux que les communistes ». A l'appui de la campagne de McCarthy, le président du Parti républicain écrivait :

« Comme Américains, il nous est difficile de croire qu'une Administration nationale aille jusqu'à couvrir et protéger des subversifs, des traîtres qui travaillent contre leur pays à de hauts postes gouvernementaux. Mais c'est ce qui se passe. S'il n'y a encore ne fût-ce qu'un Hiss ou qu'une Coplon à une position-clé, il faut le dénicher. Il ne s'agit pas de hareng rouge. » (2).

Le 19 mai, M. Kenneth Wherry, sénateur républicain du Nebraska, faisait savoir que d'après les estimations de la police, 3.750 « pervers sexuels » travaillent encore dans l'Administration officielle, parmi lesquels 300 à 400 sont au State Department. Il ajoutait que la police avait connaissance « d'un plan des communistes pour saboter et endommager » Washington en cas de guerre avec la Russie, et que la cinquième colonne communiste « emploie des dégénérés sexuels à des fins subversives ». Enfin, qu'il y a « 1.000 personnes dangereuses » à Washington.

Le Dr. R.H. Felix, directeur de l'Institut National de la Santé Mentale, ayant estimé que le pourcentage de perversion sexuelle n'est pas plus élevé dans l'Administration que dans l'ensemble du pays où environ 4 % de la population mâle sont des « homosexuels avérés », le sénateur Wherry commenta en disant que ce n'est pas une raison pour que le Gouvernement les emploie (3).

Le 7 juin, le Sénat affectait 10.000 dollars à une enquête sur les invertis qui émargent aux caisses de l'Etat. L'enquête sera menée par un sous-comité présidé par M. Clyde Hoey, sénateur démocrate de la Caroline du Nord, et à huis-clos pour éviter tout « sensationnalisme » malsain. Joseph McCarthy, membre du sous-comité, s'abstiendra d'y participer.

L'affaire Remington-Lee

D'autre part, le secrétaire au Commerce, M. Charles Sawyer, avait ordonné le 15 mai une nouvelle enquête sur le cas de Walter Remington, fonctionnaire de son Department que Miss Bentley avait signalé en juillet 1948 comme un des agents du réseau communiste d'espionnage qui lui passait des informations secrètes (voir B.E.I.P.I., numéro 6).

Remington avait nié mordicus et même poursuivi Miss Bentley en diffamation. Une Commission gouvernementale de loyalisme le disculpa, en février 1949. Au début de mai 1950, la question fut soulevée de nouveau au Comité des activités non-américaines de la Chambre des Représentants. Car depuis plusieurs semaines, un témoignage nouveau était parvenu, celui de deux ex-communistes qui avaient connu Remington en 1936 comme membre du Parti. Remis sur la sel-

(2) Rappelons que M. Truman avait qualifié « hareng rouge » l'affaire Alger Hiss, locution américaine pour tourner en dérision une diversion. Ce hareng rouge n'est pas près d'être digéré.

(3) Il y a 212.832 fonctionnaires à Washington, dont 6.240 au State Department et 66.000 au Defense Department, d'après les chiffres de la Civil Service Commission.

lette, Remington persista sous serment dans ses dénégations. Il se mettait alors, à l'instar d'Alger Hiss, sous le coup d'une inculpation de « parjure ».

Après une nouvelle enquête, M. Charles Sawyer demanda le 27 mai à Remington, ainsi qu'à un nommé Michael Lee, de démissionner, tout en déclarant que leur loyalisme n'était pas mis en cause, mais tout en ajoutant que s'ils ne démissionnaient pas, ils seraient révoqués. Ce qui rendait l'histoire incompréhensible, à moins qu'il ne s'agit d'homosexualité.

M. Michael Lee était accusé par le sénateur républicain George Malone, du Nevada, d'avoir sciemment retardé des envois d'essence d'aviation à la Chine nationaliste en 1948, en sa qualité de chef du bureau d'Extrême-Orient à l'Office du Commerce international. Remington travaillait dans le même Office, et avant l'accusation prononcée par Miss Bentley, il présidait le comité des exportations pour l'Europe orientale.

Les deux suspects refusèrent de démissionner. M. Carthy commenta la décision de M. Sawyer avec satisfaction et marqua un point : « Il est extrêmement intéressant, dit-il, en raison de ces développements, que le Procureur général fasse des discours pour prétendre qu'il n'y a pas de communistes dans l'Administration. Il faut rappeler que Remington et Lee ont été mis en cause par les enquêtes du Congrès que le Procureur général réprouve. » Et de redoubler d'attaques contre le « lessivage » et les « lessiveurs », c'est-à-dire contre tous ceux qui tendent à blanchir les coupables.

Le 8 juin, le Grand Jury fédéral inculpait Remington de parjure. Nouvelle affaire Alger Hiss en perspective, mais de moindre envergure étant donnée la différence de niveau des fonctions assumées, et la différence de classe des deux hommes. Le 9 juin, Remington donna sa démission pour « consacrer son temps à prouver son innocence ».

En l'espèce, c'est le comité de la Chambre, sortant d'un long sommeil, qui avait émulé un comité du Sénat pour inscrire deux pièces à son tableau. Il se trouve maintenant saisi d'un autre cas, non moins « intéressant », comme dirait McCarthy. En effet, le 26 mai, dans un discours à la Chambre, M. Edward Jenison, député républicain de l'Illinois, invitait le comité des activités non-américaines à enquêter sur Louis Dolivet, directeur de la revue *United Nations World*, personnage défini comme « très dangereux agent staliniste ».

M. Jenison accusait en outre le State Department de couvrir L. Dolivet en tenant les enquêtes sous un « nuage noir de silence ». Il s'étonnait que Dolivet eût accès à une documentation réservée, ou qui devrait l'être, et pût voyager avec un passeport diplomatique, alors que ses multiples affiliations communistes sont indéniables. Le cas ayant autant d'implications en France qu'en Amérique vaut qu'on s'y arrête.

Le cas Louis Dolivet

Ludwig Brecher, alias Udeanu, alias Dolivet, né en Roumanie, étudiant socialiste en Suisse, militant communiste en France, parvenu et bon apôtre en Amérique, est le type même de ce que les communistes dénoncent furieusement depuis peu sous l'appellation de « cosmopolite ». A Genève, en 1931-32, il fit partie d'un groupe d'étudiants socialistes-révolutionnaires de tendance pro-soviétique. Etudiant sans études et sans diplômes, il vint en France en 1933 pour s'y livrer à l'action politique communiste clandestine.

A la suite d'une mission à Berlin, il était devenu plus spécialement un agent de Willy Münzen-

berg, le « manager » des organisations communistes camouflées, en marge du Komintern, grand dispensateur de fonds et tireur occulte de ficelles. Le coup d'Etat hitlérien ayant refoulé Münzenberg en France, Dolivet prit vite de l'importance en tant que truchement de son chef qui ne parlait que l'allemand. C'est ainsi que Dolivet se fit des relations influentes, notamment avec le député Pierre Cot qui avait déjà choisi le stalinisme.

Parmi les machinations de Moscou à cette époque, le soi-disant congrès d'Amsterdam contre la guerre (1932), le pseudo mouvement dit « d'Amsterdam-Pleyel » (1933), le « Comité mondial de lutte contre la guerre et le fascisme », enfin l'imposture du « Rassemblement Universel pour la Paix » (1935) fournirent à Dolivet et à ses pareils un large champ d'opérations, sous la haute direction de Münzenberg (4).

En outre, Dolivet accomplit diverses missions secrètes en Espagne, dans les Balkans, en Belgique, en Angleterre, au Canada ainsi que des besognes de police politique comme par exemple « l'épuration » du journal *Monde*, hebdomadaire dirigé par H. Barbusse, d'où il élimina tous les collaborateurs suspects de quelque indépendance d'esprit à l'égard de Moscou.

Le « R.U.P. » (Rassemblement Universel pour la Paix) a été l'une des entreprises communistes les plus réussies d'avant-guerre, l'attrappe-nigauds par excellence, présidé par Lord Robert Cecil, avec Pierre Cot comme meneur de la section française, jusqu'à la conclusion du pacte Hitler-Staline : alors son activité cessa comme par enchantement, faute de raison d'être. Dolivet en fut le secrétaire, aux ordres de Münzenberg.

Peu à peu une certaine rivalité se dessina entre les deux compères, Dolivet prenant de l'assurance à mesure que ses fonctions lui valaient de nouveaux appuis personnels et Münzenberg étant handicapé par son ignorance du français et de l'anglais. Des suspicions de trahison et de malversations envenimèrent les rapports.

Le Guépéou eut la certitude qu'un agent de l'Intelligence Service se trouvait à la tête de l'organisation occulte et soupçonna d'abord Münzenberg lui-même, puis Dolivet. Une communiste allemande, prénommée Johanna, maîtresse de ce dernier et marié à un Français, fut suspectée de travailler pour les nazis, et Münzenberg dut la congédier. Beaucoup de communistes tenaient Dolivet pour un agent double, voire triple. Mais il était protégé par Lord Cecil, par Pierre Cot et par le banquier suédois Aschberg.

D'autre part, toujours dans les milieux communistes et sympathisants, Dolivet était couramment suspecté de détournements de fonds, entre autres d'un « fonds chinois » important. Il eût des démêlés avec divers membres du R.U.P., notamment Francis Jourdain. La guerre de 1939 détournait de lui l'attention de ses camarades.

Mais en revanche, ses agissements avaient attiré l'attention de la police. Il s'était fait mobiliser au Ministère de l'Air par Pierre Cot. A la suite d'une investigation sérieuse, une procédure de dénaturalisation fut ouverte contre lui, fait extrêmement rare en France (car il avait obtenu la nationalité française en 1937, grâce aux démarches de Pierre Cot). Le désastre de juin 1940 le tira d'affaire et il partit pour l'Amérique.

Là il retrouva Pierre Cot et d'autres crypto-communistes à la revue bolchévisante *Free World* dont il devint le « boss » dans des conditions spécifiquement américaines. Il avait épousé en 1942 Beatrice Whitney Straight, sœur de Michael

Straight, directeur de la non moins bolchévisante *New Republic*. Le père de ces deux millionnaires staliniens, Willard Straight, de la Banque J.P. Morgan and C^o, était le mari de Dorothy Whitney (Mrs Lennard Elmhirst), fille de William C. Whitney qui fut secrétaire à la Marine sous le Président Cleveland et laissa une fortune de 75 millions de dollars (or) à ses héritiers.

Après la guerre, Dolivet et son beau-frère transformèrent *Free World* en *United Nations World* pour se donner comme organe officieux des Nations Unies, sous l'égide complaisante de Trygve Lie, et se firent les entrepreneurs « managers » d'Henry Wallace, suprême espoir et suprême pensée de Moscou après la mort de F.D. Roosevelt. Dolivet organisa le voyage de Wallace en France, non sans complicités au Quai d'Orsay, et Straight se dépensa sans compter pour la candidature de Wallace à la présidence. Leur activité pro-soviétique ouverte, — commune et respectueuse, — est assez débordante et connue pour rendre inutile tout commentaire. L'action secrète de Dolivet l'est moins. Mais M. Edward Jenison semble avoir de quoi éclairer le comité de la Chambre des Représentants. Le F.B.I. aussi, puisque la naturalisation américaine a été récemment refusée au Fregoli du Komintern-Kominform.

A noter que Dolivet, qui s'était fait passer pour aviateur français en Amérique, n'a pas craint de nier son identité avec le Dolivet de Münzenberg. Les mémoires du banquier bolchéviste Aschberg, publiés à Stockholm en 1946, et où figure un portrait de Dolivet, suffiraient à le confondre. L'enquête en perspective fera peut-être aussi quelque lumière sur la mort étrange de Münzenberg, celui-ci ayant été trouvé pendu (par qui ?) en 1940, après l'armistice, dans le Midi de la France, circonstance jusqu'à présent inexplicable (5).

L'embrouillamini Lattimore

Il est évident que tous les cas évoqués par les interventions désordonnées de McCarthy ne relèvent pas nécessairement de la même rubrique. L'adhésion au mouvement communiste ne s'identifie pas à l'espionnage et il y a des distinctions à établir entre les fanatiques, les naïfs, les suiveurs, les cyniques et les corrompus. Mais la confusion de toutes ces catégories, qui trouble tant l'opinion publique américaine, est due aux communistes eux-mêmes et non à McCarthy.

Un communiste en carte peut être plus inoffensif qu'un communiste sans carte préposé à des besognes particulières (communiste signifiant ici stalinien). Un adhérent n'est pas nécessairement un agent, et un agent n'est pas toujours un espion. Tous contribuent cependant au succès de la même cause et, dans la perspective qui obsède le monde, s'efforcent d'assurer la victoire d'un despotisme sans limites sur une civilisation plus ou moins démocratique.

McCarthy, dans le rôle d'Hercule nettoyant les écuries d'Augias du State Department, comme dit Eugene Lyons dans le *New Leader* (1^{er} avril), n'apparaît pas intellectuellement qualifié pour cette tâche. Mais personne ne l'est, au Sénat américain, et du moins le sénateur du Wisconsin a-t-il secoué l'apathie des politiciens qui, soit ignorance, soit indifférence, soit affairisme, laissent le champ libre aux communistes. Qu'il agisse par soif de publicité ou calcul de carrière, cela ne le différencie guère de la plupart de ses collègues et ne change rien à l'histoire.

Ces remarques s'imposent pour comprendre

(5) La chronique potino-mondaine du *New-York Journal American* mentionnait le 13 octobre 1948 la séparation du couple Dolivet. Cela n'a pas affecté le magazine *United Nations World*.

(4) Voir l'article intitulé : *La raison de certains succès communistes*, par A. Rossi, dans la *Revue Parlementaire* du 15 décembre 1949.

quelque chose à l'embrouillamini Owen Lattimore. Mis en cause tantôt comme « top agent » soviétique par McCarthy, tantôt comme « espion », tantôt comme « architecte » de la politique américaine en Chine (voir *B.E.I.P.I.*, numéro 23), Lattimore s'est défendu en niant tout, en traitant son accusateur de la plus verte manière (« bas et méprisable menteur », etc.). Et en allant jusqu'à s'attribuer des opinions anticommunistes. Quantité de personnalités sont intervenues pour le défendre, voire pour faire son éloge. Quatre secrétaires d'Etat successifs, Cordell Hull, James Byrnes, G. Marshall et D. Acheson ont écrit pour le disculper des lettres qui ne prouvent rien (*New York Times*, 30 avril). Des staliniens notoires, Earl Browder, Bella Dodd et Frederick Vanderbilt Field lui ont décerné des certificats de civisme dont il aurait mieux fait de se passer...

Mais le 20 avril, devant la commission du Sénat, l'ancien directeur du *Daily Worker* (quotidien communiste) Louis Budenz déposa sous serment pour dire qu'à sa connaissance, Lattimore était considéré comme un communiste par les dirigeants du Parti, qu'il appartenait à la cellule communiste de l'*Institute of Pacific Relations*, que le Politbureau le désignait sous les initiales « L » ou « XL » dans ses rapports, qu'il avait introduit nombre de communistes à l'*Institute* ce dont Frederick Field et Earl Browder l'avaient félicité, etc. Aussitôt L. Budenz fut couvert d'injures par les communistes et leurs amis *fellow-travelers*, soi-disant « libéraux » et autres « roses ».

Que vaut le témoignage de L. Budenz ? On sait que ce « renégat », dégoûté des communistes, est rentré dans le giron de l'Eglise catholique et enseigné à Fordham University, laquelle cautionne sa moralité. Pour lui comme pour Miss Bentley et W. Chambers, en réalité, la question qui se pose est : quel intérêt aurait-il à charger Lattimore, si le sentiment d'un devoir à remplir n'était son mobile ? Les deux hommes ne se connaissent pas personnellement, ils n'ont pas de comptes à régler. Les dénégations de Lattimore sont-elles plus valables que celles d'Alger Hiss ? Le fait est que sous l'impulsion de Lattimore et consorts, l'*Institute of Pacific Relations* a servi la politique asiatique de Staline et a orienté la Far Eastern Division du State Department dans le même sens.

Le 1^{er} mai Mrs Freda Utley, autre ex-communiste et spécialiste des questions chinoises, qui a connu Lattimore à Moscou, à Londres et aux Etats-Unis, témoigna pour « démontrer par les écrits » de celui-ci qu'il était devenu un *fellow-traveler* quelque temps après son voyage à Moscou en 1936. « *Il voulait, me semble-t-il, être du côté gagnant et il pense que les communistes vont gagner* ». Ses livres sur l'Extrême-Orient et l'Asie soutiennent des thèses que le State Department a faites siennes et qui coïncident étonnamment avec celles de l'U.R.S.S.

D'autre part, Lattimore appartenait à la rédaction d'*Amerasia*, revue qui servait incontestablement d'officine à des espions soviétiques avérés. Or il n'a rien d'un naïf et ne pouvait se méprendre sur ses fréquentations surtout après l'arrestation en 1945 des six personnes mêlées à l'affaire d'espionnage dont le centre était *Amerasia*. Le directeur du F.B.I., Edgar Hoover, disait le 3 mai qu'il y a environ 55.000 « communistes traités » aux Etats-Unis, membres d'une « force destructrice bien disciplinée », et que, de plus, il y a quelques 500.000 « escrocs hypocrites », sympathisants et *fellow-travelers*, « prêts à miser sur les communistes ». A plus forte raison Lattimore aurait-il dû s'écarter de voleurs de documents et secrets d'Etat, si sa bonne foi avait été surprise. Il s'en est bien gardé. Aujourd'hui, l'affaire

faire *Amerasia* revient sur le tapis et, à en juger sur les premières constatations, elle doit prendre une tournure qui ne cède en rien à l'affaire Alger Hiss.

Le rebondissement de l'affaire "Amerasia"

Le 22 avril, M. Bourke Hickenlooper, sénateur républicain de l'Iowa, appuyait McCarthy en demandant une investigation complète sur le « très mystérieux » cas d'*Amerasia*. Il s'agit de la découverte annoncée le 7 juin 1945 par le F.B.I., au siège de cette revue, d'une centaine de dossiers secrets soustraits au State Department, au War Department, au Navy Department, à l'Office of Strategic Services, à l'Office of War Information, etc. Sous l'inculpation d'espionnage et de possession de documents volés aux archives secrètes du gouvernement, le F.B.I. arrêta le directeur de la revue et son adjoint, Philip Jaffe et Kate Mitchell ; le lieutenant de marine Andrew Roth ; John Stewart Service, de la Far Eastern Division du State Department ; Emmanuel Larsen, fonctionnaire du State Department ; et Mark Julius Gayn, journaliste.

Mais le 10 août 1945, le Grand Jury abandonna l'accusation portée contre John Service, Mark Gayn et Miss Mitchell. Une semaine plus tard, M. Joseph Grew, sous-secrétaire d'Etat, dont l'intention de poursuivre énergiquement les espions était évidente, donna sa démission. Il eut pour successeur M. Acheson. Le 29 septembre, Philip Jaffe plaida coupable et fut condamné à 2.500 dollars d'amende seulement. Larsen s'en tira avec 500 dollars d'amende que paya Jaffe. Andrew Roth fut libéré quand le gouvernement renonça à poursuivre.

Ce déroulement singulier de l'affaire et son issue encore plus singulière ne peuvent être expliqués en quelques lignes, la législation et la procédure américaines en ces matières n'étant pas connues en France. Il est certain que de puissantes influences durent s'exercer pour faire cesser les poursuites et étouffer le scandale.

Mais sur les instances de McCarthy, la commission sénatoriale a rouvert le dossier. Le sénateur Millard Tydings, son président, commença par dire qu'il ne s'y trouvait rien d'intéressant, ou presque. Le 31 mai dernier, le *Herald Tribune*, qui pourtant prend fréquemment parti pour les Alger Hiss et les Owen Lattimore, révélait que sur les 1.700 documents découverts dans les bureaux d'*Amerasia*, un grand nombre « contenaient des renseignements militaires si hautement secrets que la nation en sera secouée si les papiers sont mis au jour, même à cette date tardive ».

Le sénateur Hickenlooper déclara : « *Je pense que tous les Américains seront épouvantés quand toute la vérité sera connue et que des mesures de rigueur n'aient pas été prises depuis longtemps. C'est une histoire révoltante* ». Le sénateur Henry Cabot Lodge, du Massachusetts, dit de son côté : « *Ce que j'ai entendu aujourd'hui me dresse les cheveux sur la tête. C'est horripilant* ». McCarthy marqua un but retentissant et dénonça Millard Tydings et deux autres collègues démocrates comme complaisants aux communistes. Plusieurs sénateurs démocrates s'émurent, cette fois, et manifestèrent leur volonté de ne plus se taire.

En effet les quelques indications données par le *Herald* sur la teneur des documents ne laissent aucun doute quant à la gravité extrême de l'affaire. Il y aura lieu d'en dresser un tableau d'ensemble, dès que le Sénat de Washington sera lui-même en mesure de conclure.

ACTUALITÉ

Le P.C.F. et la bombe atomique

Que doit-on penser de cette vaste campagne pour l'interdiction de la bombe atomique que le Parti Communiste mène depuis plusieurs mois dans le pays selon des méthodes assez nouvelles, du moins sur cette échelle ? Les objectifs poursuivis ne sont certainement pas simples. Mais ils ne sont pas si nombreux ni si mystérieux que l'analyse, même rapide, ne les puisse déceler.

Au service de l'U.R.S.S.

Comme toujours, c'est à la politique internationale de l'U.R.S.S. qu'il faut aller demander la raison principale de ces grandes manœuvres. Le hasard ferait vraiment bien les choses, si la campagne en cours s'était déclenchée par hasard juste au moment où s'intensifiait l'activité diplomatique dans le monde ! Mais cette campagne est justement une des cartes jouées par la Russie dans la partie engagée sur le plan mondial, et c'est pourquoi elle se poursuit à un moment précis de l'évolution du monde. Les hommes de Moscou y attachent tant d'importance qu'ils n'ont pu tolérer le moindre retard. Le XII^e Congrès du Parti, tenu à Gennevilliers les 2, 3, 4, 5 et 6 avril 1950 n'était pas terminé depuis trois semaines que, fait inusité, le Comité Central se réunissait le 4 mai pour renforcer les mots d'ordre du Congrès et pour dénoncer la lenteur de leur mise en application. Etienne Fajon présentait le rapport, et le choix d'un tel rapporteur est plein de sens. Or, il affirmait *« que les choses allaient trop lentement, alors qu'une hâte fébrile marquait les fauteurs de guerre. La défense de la paix exigeait qu'en France le retard de la campagne de signatures fut rapidement liquidé, que cette campagne se développât avec une ampleur et à un rythme correspondant à l'ampleur et à l'urgence du péril... Et la condition première, pour qu'il en fut ainsi, c'était que le Parti, depuis le Comité Central jusqu'à la plus lointaine cellule se pénétrât de l'idée que c'était sa tâche à lui, la plus importante de toutes, celle à laquelle les autres se reliaient naturellement. »*

(L'Humanité du 5-5-50).

Ces propos n'étaient peut-être pas très aimables pour Maurice Thorez, puisque c'était à fêter ses cinquante ans que le Parti avait employé le plus clair de son activité, dans les semaines précédant la réunion du Comité Central. Mais ils traduisaient de toute évidence une « hâte fébrile » au moins égale à celle que le rapporteur prêtait aux fauteurs de guerre. Tout, et sans retard, devait être subordonné à l'agitation contre l'arme atomique. Les revendications ouvrières et les luttes partisans devaient elles-mêmes être momentanément délaissées. Il fallait, plus fortement que jamais, montrer aux U.S.A. qu'une guerre déclenchée par eux rencontrerait dans les nations de l'Europe Occidentale une hostilité telle que l'entreprise s'en trouverait compromise. Staline, une fois de plus, procède à de grandes manœuvres pour impressionner l'étranger par le déploiement de ses troupes, et s'il y procède avec cette hâte et cette fièvre, c'est que la hantise

d'une guerre d'agression est certainement très forte aujourd'hui à Moscou.

D'où ce double mot d'ordre, transmis par Fajon : dénoncer la sous-estimation du danger de guerre — qui faisait dire à Tito qu'il n'y aurait pas de guerre d'ici plusieurs années ; dénoncer en même temps la croyance à la fatalité de la guerre, à l'impossibilité de la coexistence pacifique du capitalisme et du socialisme. Car, si on n'admet pas à Moscou que les masses et les militants se rassurent et, se rassurant, ne soient plus si faciles à mobiliser pour la défense préventive de l'U.R.S.S., on ne voudrait pas non plus laisser croire au-delà de l'Atlantique qu'il n'y a d'autre issue que la guerre. En même temps que l'on mettait ainsi les partis sur le pied de guerre, on exhumait de nouveaux textes de Lénine, qui inscrivait momentanément au credo du léninisme officiel la thèse de la coexistence paisible, avec rang de principe fondamental. Faire montre de sa force et de sa résolution, tout en laissant entrouverte la porte à l'arrangement, voilà de bonnes traditions diplomatiques. Seulement, il y a dans le déploiement des forces communistes que que chose de fébrile, de panique même qui paraît traduire un manque d'assurance, une angoisse peut-être.

Mobiliser les masses

Que peut donner sur le plan intérieur cette campagne dont l'objectif premier dépasse la politique française ? Deux résultats principaux, apparemment contradictoires, mais qui s'inscrivent dans la ligne suivie par le parti depuis trois ans : d'une part, reprendre avec les masses un contact aussi large que possible ; d'autre part, durcir le noyau du parti, et le durcir en le singularisant.

C'est un fait que depuis mai 1947, jusqu'à ces derniers mois, le Parti Communiste s'est progressivement coupé des masses. Il n'a certainement pas voulu cette coupure, quoiqu'il y ait parfois consenti ou qu'il s'y soit résigné à un moment où une reprise en mains s'avérait nécessaire, si l'on ne voulait pas que le parti tout entier ne perde sa vigueur, et qu'il se dissolve dans le chaos d'un mouvement populaire sans but très précis. Le retour aux mots d'ordre et à la tactique de 1928 a accéléré cet isolement. Le prestige acquis par les communistes durant l'occupation et à la Libération s'est en grande partie dissipé. L'hostilité a fait place à l'admiration, — ou à la peur, — et c'est là une situation peu propice pour un parti de « révolutionnaires professionnels » qui a besoin de garder le contact avec les masses pour prendre la direction de leur mouvement aux jours d'effervescence.

Or, la campagne pour l'interdiction de l'arme atomique leur a paru de nature à leur rendre cette large audience en partie perdue. Les communistes français ont pris bien soin, depuis plusieurs années déjà, de ne pas laisser accaparer par d'autres le mot d'ordre pacifiste. On l'a bien vu à l'attitude qu'ils ont observée à l'égard de Garry Davis, quand le jeune Américain commença à faire parler de lui. Rarement adversaire fut traité avec plus de courtoisie. Jamais les commu-

nistes n'apportent à réfuter des thèses adverses tant de correction, voire de gentillesse. Et, même aujourd'hui, les journaux du parti se gardent bien de dénoncer avec leurs violences habituelles les objecteurs de conscience. Ils s'efforcent plutôt de ne pas attirer sur ces gens l'attention des pacifistes traditionnels, que la fidélité à des formules usées mène aujourd'hui chez les communistes, mais qu'elle pourrait mener aussi bien, avec autant de sincérité et d'inefficacité à la fois derrière d'autres « pèlerins de la paix ».

A la vérité, de cette opération, les communistes ne retirent pas grand bénéfice. Certes, leur campagne trouble beaucoup d'esprits, qu'on aurait cru plus solides, mieux armés contre d'aussi grossières manœuvres. Mais des signatures extorquées ainsi par la peur, la lassitude ou la tricherie n'engagent vraiment personne. Le parti veut trop embrasser : il étreindra fort mal. Doutons qu'il gagne à cette action beaucoup d'adhésions et beaucoup de sympathie. Et qui sait d'ailleurs si le mot d'ordre pacifiste agit aussi profondément sur les foules qu'on le professe d'ordinaire ? De récentes expériences sont là pour nous inciter à être, sur ce plan, moins affirmatifs que par le passé. On s'enthousiasmera moins pour le parti communiste « combattant de la paix » que pour le parti communiste « héros de la résistance nationale ». Quel que soit leur cynisme, les communistes demeurent prisonniers de certaines formules idéologiques dont ils se moquent sans doute mais auxquelles ils attribuent encore plus de puissance passionnelle ou intellectuelle qu'elles n'en ont réellement.

Durcir le Parti

Plus certain, plus concret aussi, le deuxième résultat attendu encore de cette campagne sur le plan intérieur. Elle sert admirablement la gran-

É T U D E

La crise dans le P.C. Polonais

Le Comité Central du P.C. polonais a délibéré en réunion plénière, les 8-9 et 10 mai 1950. Le Président du Parti et de la République polonaise B. Bierut y a fait un long exposé sur « *les tâches du parti dans sa lutte pour de nouveaux cadres en rapport avec la situation générale* ».

Cet exposé nous apporte de nouvelles précisions sur la décomposition intérieure du P. C. de la base au sommet.

Malaise au sein du Parti

Bien que M. Bierut n'ait nommé personne, il apparaît que M. Hilary Minc, membre du Politburo est tombé en disgrâce. En tout cas le fait notable est le mécontentement général qui grandit au sein du Parti. Le passage suivant du discours de Bierut en apporte la preuve.

Nous devons rappeler à l'ordre les bavards et les oisifs, les vantards et les potiniers, dont malheureusement, nous comptons un certain nombre au parti, même aux postes responsables d'Etat. Les ragots insipides et les intrigues font beaucoup de tort au Parti, exercent une influence démoralisatrice sur notre organisation. Nous ne tolérerons pas ces habitudes. »

de opération de durcissement amorcée à la fin de 1947, conduite surtout en 1949 et dont le Congrès de Gennevilliers a été une consécration.

Le parti tout entier est mobilisé : chacun va être jugé à sa valeur et placé dans la hiérarchie selon ses mérites et ses œuvres. Une véritable offensive de dénonciation publique des insuffisants est menée, sous le couvert de l'auto-critique à propos de la campagne. L'*Humanité* a ouvert à nouveau une « *tribune de discussion* », comme à la veille du dernier congrès, et sur l'initiative, semble-t-il d'Auguste Lecœur, dont l'arrivée au Secrétariat administratif du parti fait un grand inquisiteur.

Que trouve-t-on en effet dans les articles que les « militants de base » adressent à cette tribune ? Nul n'y discute les mots d'ordre, ni la politique du Parti. « La critique et l'auto-critique » ne s'en prennent jamais au fond des choses, elles n'interviennent pas non plus, et pour cause, avant la détermination d'une nouvelle ligne d'application. Leur fonction est de dénoncer les erreurs ou les faiblesses dans l'application des consignes reçues. Sous prétexte de mener avec plus d'énergie la campagne contre la bombe atomique, les militants sont invités à signaler, dans les réunions du Parti et dans ses journaux, ce qui leur déplait dans l'action des militants qui constituent les cadres inférieurs et moyens du Parti, au niveau de la cellule et de la section ou à celui de la fédération. Ces dénonciations, selon toute vraisemblance, ne sont certainement pas laissées aux caprices individuels : la méthode est connue : fournir les prétextes nécessaires pour mettre à l'écart, en observation ou en pénitence des militants dont on n'est pas absolument sûrs, ou qui ne sont pas du goût du jour. Les fichiers sont exactement tenus, et les affirmations de la base vont venir, comme par hasard, en confirmer le contenu à des fins épuratives : tels sont les mystères du centralisme démocratique.

Les critiques adressées au parti se résument dans les points suivants :

- 1°) les cadres sont insuffisants.
 - 2°) Leur formation idéologique est extrêmement faible.
 - 3°) Les militants ne savent pas mettre à profit la critique et l'auto-critique.
 - 4°) Le Parti est rongé par la bureaucratisation.
- C'est l'occasion pour M. Bierut de rappeler que le P.C. polonais doit prendre exemple sur le parti communiste russe. Il s'agit de tenir davantage compte des enseignements de Lénine et de Staline.

Purge et réorganisation

Lors de la 3^e réunion plénière du C.C. en novembre 1949, on avait pu déjà constater une diminution du nombre des adhérents depuis la fusion des partis socialiste et communiste.

En effet en décembre 1948 le nombre global des membres des deux partis s'élevait à 1.430.000. En novembre 1949 le chiffre indiqué était de 1.360.000, soit une différence de 70.000 personnes. A cette époque, le P.C. polonais comptait 51,9 % d'ouvriers, 4,9 % d'ouvriers agricoles,

26,1 % de travailleurs intellectuels et 14,3 % de paysans.

Ces pourcentages comparés à ceux de l'époque de l'unification indiquaient une diminution de 5 % du nombre des ouvriers, de 4 % du nombre des paysans, alors que celui des fonctionnaires augmentait au contraire de 10 %.

Or, depuis la réunion de novembre 1949 le nombre des adhérents a encore diminué de 30.000. En outre le discours de M. Jozwiakwitold, président de la Commission Centrale de contrôle du P.C., laisse prévoir de nouvelles épurations.

D'autre part, le Comité Central a pris de nouvelles décisions concernant l'organisation des hautes sphères du parti. Ainsi le Politburo a coopté deux nouveaux membres, le maréchal Constantin Rokossovsky et Zénon Nowak (une nouvelle étoile, ex-protégée de Zawadzki, lorsque celui-ci était préfet de la Silésie).

De même on a augmenté le nombre des secrétaires du P.C. Ils sont actuellement six, soit les trois élus du congrès de décembre 1948, Cyraniewicz, Zambrowski, Zawadzki et les nouveaux promus : F. Mazur, E. Ochab, Z. Nowak.

Les trois derniers, du « groupe russe » adversaires du « gomulisme » sont des agents dévoués de Moscou.

La récente réunion du Comité Central indique que les dirigeants communistes polonais essaient

à tout prix d'éliminer les éléments plus intelligents (Minc, Berman) en faveur des individus médiocres (Zawadzki Zambrowski) ou très peu connus (Mazur, Nowak), mais entièrement dociles.

La crise du P.C. polonais résulte principalement du peu d'influence qu'il exerce sur la population. En fait l'hostilité des masses ouvrières et paysannes envers le régime de Varsovie approfondit encore davantage le malaise intérieur.

Enfin il faut rattacher aux remous qui agitent le P.C. la récente nomination de M. Zawadzki au poste de vice-président du Conseil des Ministres, nouvelle publiée par la presse de Varsovie du 6 mai dernier, et qui est vivement commentée dans les milieux polonais.

M. Zawadzki avait été désigné à la présidence de la centrale syndicale, il y a un an.

Quelles sont les raisons de ce changement ? Pour le moment il semble que M. Zawadzki personnalité de premier plan et qui bénéficie de la confiance du Kremlin, avait été placé à la tête de la centrale syndicale pour y faire régner l'ordre. Ce qui signifie qu'il était chargé de remplacer les derniers socialistes (Kurylowicz, Rusinek, Jedrzejewski) par des communistes éprouvés. Sa tâche accomplie il est vraisemblable qu'il a été muté au Conseil des Ministres pour contrôler certains membres que leur passé socialiste rend facilement plus ou moins suspects.

LES PAYS DU GLACIS SOVIÉTIQUE

TCHÉCOSLOVAQUIE

La justice à l'usine

La Tchécoslovaquie vient de créer une nouvelle forme de justice populaire (1) qui consiste à instruire le procès et à rendre le verdict par le tribunal sur le lieu même du travail. Le PRACA du 5 mai écrit ce qui suit à l'occasion du premier procès de ce genre nouveau :

« Un des moyens les plus efficaces pour combattre les crimes et délits contre l'ordre démocratique et populaire, est constitué par les procès instruits dans l'usine où les coupables avaient

(1) Voir également le B.E.I.P.I., numéros 21 et 25.

travaillé. Cette nouvelle forme de procédure découle de la nouvelle conception de la peine, adoptée par notre code démocratique et populaire. La peine a pour but non seulement de corriger les coupables, mais la peine exemplaire infligée est un excellent avertissement et une prévention contre les actions délictueuses... Le premier de ces procès s'est déroulé à Bratislava à la Société nationale de distribution en Gros, rue Prevozská, en présence d'une assistance nombreuse d'employés de cette entreprise. Seize personnes, employées de cette entreprise, ont été jugées... et condamnées à des peines variant entre... »

Divers aspects de "l'émulation"

L'émulation socialiste a pour but, comme on le sait, de stimuler la production et la productivité. Elle prend les formes et les appellations les plus diverses de sorte que rares sont ceux qui savent distinguer correctement le stakhanovisme (qui vise à accroître le rendement individuel) des brigades de choc (émulation collective) ou des brigades de la qualité. Nos lecteurs sauront gré au même titre que les populations des démocraties dites populaires, au journal PRACA d'apporter quelques éclaircissements sur les formes les plus récentes de l'émulation au travail. En passant, on notera non sans intérêt que l'article qui y est consacré a paru le 1^{er} mai, fête du travail :

« Depuis quelque temps, l'émulation socialiste non seulement élargit sa base, mais aussi revêt

des formes nouvelles émanant de l'initiative des travailleurs eux-mêmes :

« (1) Le concours pour le drapeau rouge est le plus populaire de tous. Le drapeau rouge est conquis, pour une semaine, par l'entreprise qui a le mieux réalisé les objectifs du plan. Trente-deux entreprises y prennent part. Le concours du drapeau rouge a incité les travailleurs à vaincre même les plus grandes difficultés et à dépasser les prévisions ;

« (2) Les engagements personnels, d'un côté, et les contrats collectifs... ont permis une émulation tant entre les travailleurs qu'entre les ateliers, et les entreprises elles-mêmes. »

« (3) Les journées, les semaines et les mois du stakhanovisme constituent une forme importante de l'émulation. Dans ce cadre, les travailleurs de

choc pris individuellement aussi bien que les brigades collectives atteignent des résultats exceptionnels, en dépassant largement les normes... Cette forme d'émulation permet de découvrir de nouvelles possibilités, d'accroître la production et de rendre les normes de travail plus efficaces. »

« (4) L'émulation entre les entreprises prend, par ailleurs, une ampleur de plus en plus grande. »

Le sens de l'épuration des communistes slovaques

Au point de vue constitutionnel la république populaire de Tchécoslovaquie est une forme étatique qui se trouve à mi-chemin entre l'Etat unitaire, type Pologne ou Bulgarie, et la fédération de plusieurs Etats, type U.R.S.S. ou Yougoslavie. Le gouvernement central de Prague est composé de ministres suivant la proportionnelle 2 Tchèques pour 1 Slovaque. Mais, et c'est là la caractéristique de l'Etat tchécoslovaque, chaque ministre, qu'il soit Tchèque ou Slovaque, est doublé d'un Secrétaire d'Etat slovaque. Alors qu'aucune institution semblable n'existe pour les pays tchèques, les Secrétaires d'Etat slovaques forment un gouvernement autonome de Slovaquie, ayant son siège à Bratislava, la capitale. C'est ce gouvernement slovaque qui vient d'être épuré. La décision a été rendue publique le 6 mai, par le PRACA :

« Le gouvernement central... a relevé de ses fonctions le Dr Husak, président du conseil des Secrétaires d'Etat slovaques, et a nommé à sa place l'ancien Secrétaire aux Transports, M. Bacilek. En même temps le gouvernement a relevé de ses fonctions le député Novomesky, Secrétaire d'Etat à l'Education nationale, et l'a remplacé par M. Sykora. Enfin, le gouvernement a nommé secrétaire d'Etat aux Transports, M. Gireth, actuellement employé des chemins de fer à Vrutyky. »

Le 7 mai, le même journal a donné une biographie détaillée des nouveaux secrétaires d'Etat. Fait curieux, tous trois, MM. Bacilek, Sykora et Gireth, avaient été des collaborateurs directs, pendant plus de dix ans, de M. Gottwald à Vrutyky. Autre fait significatif, M. Bacilek, le nouveau

« Toutefois, il ne faut pas oublier certaines lacunes. Nous n'avons pas encore réussi à augmenter la production précisément dans les branches les plus importantes, à savoir : l'industrie mécanique lourde, l'industrie métallurgique, l'industrie céramique et le bâtiment. De même dans le secteur public de notre économie rurale, c'est-à-dire dans les Domaines de l'Etat (= sovkhoses) et dans l'exploitation forestière, nous sommes également en retard. »

président du conseil slovaque est d'origine tchèque. En revanche, silence complet sur les trois victimes de l'épuration.

Il a fallu attendre le discours de M. Bacilek, du 12 mai, prononcé à l'occasion de la réunion du gouvernement autonome de Slovaquie, pour comprendre le sens de l'épuration :

« Dans notre travail, nous nous appuyerons davantage sur le peuple tchèque et sur sa classe ouvrière ayant à sa tête le P.C. tchèque avec son président, K. Gottwald... et nous combattons impitoyablement toutes traces du nationalisme bourgeois qui essaie de jeter entre nos deux peuples tchèque et slovaque le poison de la méfiance réciproque... Dans l'intérêt de la république et du peuple slovaque, nous créerons une atmosphère de fraternité également entre les travailleurs slovaques et les minorités ukrainienne et hongroise. »

Effectivement, les trois épurés passaient pour des nationalistes slovaques favorables à une large autonomie de la Slovaquie et à l'expulsion de la minorité hongroise. L'ex-secrétaire d'Etat à l'Education nationale était, de plus, un ami intime de M. Clementis, récemment relevé de ses fonctions de ministre des Affaires Etrangères du gouvernement central de Prague.

Autre décision digne d'intérêt, le IX^e Congrès du P. C. slovaque qui devait se tenir dans la première quinzaine de mai, a été reporté comme le signale le *RUDE PRAVO* du 1^{er} mai, à la date du 27 mai.

ALLEMAGNE ORIENTALE

Les relations germano-tchèques

Le 5^e anniversaire de la « libération » de la Tchécoslovaquie par l'Armée rouge a fourni tant aux communistes tchèques qu'aux dirigeants de l'Allemagne orientale, l'occasion d'affirmer que toutes les raisons de l'inimitié traditionnelle entre les deux peuples étaient éliminées et remplacées par une atmosphère de confiance réciproque. M. Walter Ulbrich, vice-président du Conseil de la zone soviétique, écrit dans le *NEUES DEUTSCHLAND*, du 10 mai :

« Nos deux pays ont un intérêt majeur à la collaboration mutuelle et à la coordination de leurs plans économiques respectifs... Aujourd'hui et pour toujours, les forces démocratiques de l'Allemagne et le peuple tchécoslovaque sont intimement liés par des intérêts vitaux concordants, et surtout par la lutte commune pour la paix en Europe. »

Traduite en langage clair, cette dernière phrase

signifie qu'il est de l'intérêt de l'U. R. S. S. que soient éliminées les frictions entre Allemands et Tchèques. Le lendemain de la parution de l'article de M. Ulbrich, le *RUDE PRAVO* a publié un très long article consacré à « La lutte de la république démocratique allemande pour la Paix » dont voici la conclusion qui rejoint la déclaration du leader allemand :

« Il est évident que la lutte pour l'unification d'une Allemagne démocratique (= communiste) fait partie de la lutte générale pour la paix. C'est pourquoi elle a l'appui de toutes les forces démocratiques du monde. C'est pourquoi elle a également l'appui entier du peuple tchécoslovaque qui ne saurait dissocier cette lutte de son propre combat pour l'indépendance nationale menacée uniquement par les préparatifs militaires des impérialistes américains et de leurs marionnettes de Bonn. »

Mais derrière les déclarations officielles on n'a pas de peine à découvrir, du côté allemand, le désir des populations sudètes expulsées de Tchécoslovaquie en 1945-46, de revenir dans leur ancienne patrie, et du côté tchèque, l'appréhension d'un pareil retour. Nier cet état d'esprit réciproque, comme le font les journaux allemands et tchèques, ne suffit pas pour masquer la réalité :

« *Le quart de la population de la République démocratique de l'Allemagne orientale est formé de populations transférées de Tchécoslovaquie, de Pologne, des pays balkaniques... Mais à la différence de ce qui se passe en Allemagne occidentale, en Allemagne de l'Est il n'y a plus de camps de réfugiés car tous ont trouvé des conditions requises pour se fixer définitivement dans leur nouvelle patrie. C'est pourquoi les populations transplantées ont perdu tout motif de réclamer leur retour dans les territoires dont ils avaient été expulsés.* »

(Rude Pravo du 6 mai 1950).

De son côté, M. Ulbrich fait de son mieux pour

endormir les appréhensions tchèques (NEUES DEUTSCHLAND du 10 mai) :

« *La Tchécoslovaquie démocratique et populaire peut désormais considérer sa frontière septentrionale comme garantie. Les populations sudètes transférées jouissent de tous les droits civils de citoyens allemands, et tout a été mis en œuvre pour les faire participer à l'édification de l'Etat allemand. De plus, les autorités de l'Allemagne orientale ne cessent de les convaincre qu'ils doivent abandonner toute idée de retour en Tchécoslovaquie.* »

On notera non sans surprise que ce dernier passage manque dans la traduction pourtant presque intégrale qu'en donne le Rude Pravo du 13 mai. Enfin, il n'est pas inutile de rappeler que M. Clementis, ex-ministre des Affaires Étrangères, récemment épuré sans qu'aucune justification ait été donnée de sa disgrâce, avait quitté le P. C. en 1939 en proclamant bien haut son désaccord quant au pacte germano-soviétique conclu à la veille de la guerre...

Obligations légales des travailleurs

La TAGLISCHE RUNDSCHAU, du 21 avril, a publié le texte intégral des nouvelles dispositions légales concernant le travail dans la république de l'Allemagne orientale. Les neuf premiers articles de la loi énumèrent les droits « garantis » aux travailleurs, tels qu'on les connaît par la constitution stalinienne de 1936 : droit au travail, égalité des sexes dans le travail et la rémunération du travail, droit d'adhérer à la C.G.T., organe étatique, etc. Les articles suivant traitent des obligations des travailleurs. En voici quelques-unes les plus significatives :

« Article 10 : « *L'accroissement de la productivité et du rendement individuel étant la condition du succès du plan économique, ouvriers et employés des entreprises nationalisées, en signant le contrat de travail, s'engagent à remplir l'obligation d'un rendement accru. Les organes directeurs des entreprises nationales sont responsables pour la réalisation du plan et pour l'accroissement de la productivité du travail. Ils sont tenus d'améliorer constamment l'organisation du travail, et fa-*

voriser le mouvement des activistes et l'émulation socialiste, d'élever les normes de rendement et la technique de production. »

Article 11 : « *Les dirigeants des entreprises nationales sont tenus d'appliquer les normes fixées par la direction de la normalisation du travail près le ministère de l'Industrie.* »

Article 12 : « *Le ministre de l'Industrie a pouvoir, après accord avec le ministre du travail et de la santé publique, et avec le comité directeur de la fédération intéressée de la C.G.T., de créer l'obligation juridique d'appliquer les normes prescrites dans telle entreprise nationale ou dans telle branche industrielle.* »

Article 18 : « *Le mouvement des activités représente la force vive de la communauté des travailleurs, et permet de réaliser le plan économique. Le mouvement est organisé par la C.G.T. Lui accorder tout le soutien nécessaire est un devoir national.* »

HONGRIE

Salaires trop élevés

Après l'euphorie des deux fêtes consécutives du 4 avril (fête de la Libération) et du 1^{er} mai, il ressort de la lecture de la presse hongroise que l'opposition dans les milieux ouvriers et paysans s'accroît. Dans la presse des quinze derniers jours on ne parle pour ainsi dire plus des succès obtenus. En revanche la plupart des articles montent en épingle les « défaillances ».

C'est ainsi que le SZABAD NEP (Peuple Libre) du 7 mai consacre un article de fond à la question des salaires :

« *En observant notre vie économique nous y trouvons des points faibles et ceci non sur un territoire de peu d'importance mais au cœur même de la vie économique de notre peuple : dans*

nos usines. Les salaires ont augmenté — beaucoup plus que la production, ce qui est grave. Le salaire d'une heure de travail a augmenté de 7 %, tandis que la production durant le même laps de temps n'est montée que de 2,2 %. Dans l'industrie lourde, il y a des usines, comme par exemple l'usine métallurgique de Magyarovar dont la production entre janvier et mars est tombée de 17 %, tandis que les salaires ont augmenté de 24 %. »

C'est l'occasion pour le journal hongrois de rappeler les travailleurs à plus de discipline :

« *Il semble que les travailleurs et même quelquefois les membres du Parti, ne se rendent en-*

core pas compte des conséquences néfastes du moindre manquement à la discipline du travail. Ils paraissent avoir oublié trop vite que dans la lutte l'obstacle principal était la démagogie des salaires prônée par les sociaux-démocrates, traîtres de droite... Si nos secrétaires d'usines ne sont pas capables de sauvegarder la discipline de la production, et surtout la stricte régularité des salaires, il faut qu'ils partent immédiatement. L'une de nos tâches principales doit être de dénoncer ceux qui trichent ou encaissent des salaires pour

un travail non accompli. Il faut que le mépris de leurs camarades les atteigne. »

Le VILAGOSSAG (Clarté) du 10 mai publie des lettres de travailleurs stakhanovistes, critiquant amèrement les « irrégularités ». Ces lettres citent aussi des noms d'ouvriers qui « trichent ».

Comme on peut s'en rendre compte par ces deux extraits de presse, la baisse de la production a pour conséquence une nouvelle chasse aux « saboteurs ».

La France vue de Budapest

Les nouvelles de l'étranger publiées dans la presse hongroise concernent presque exclusivement la France, et surtout les « persécutions » contre les communistes.

Le SZABAD NEP (Peuple Libre) du 6 mai consacre son article de fond intitulé « Attentat contre la science progressiste » au cas Joliot-Curie. La thèse soutenue est que le départ de Joliot-Curie a été exigé par l'Ambassade américaine. Le journal rappelle que les impérialistes américains persécutent dans leur propre pays les savants progressistes.

De son côté le SZABAD SZO (Verbe libre) du 10 mai publie les deux titres suivants dont la teneur montre comment le public hongrois est informé :

« *Protestation violente en France contre les conversations d'Acheson à Paris.* »

« *Des centaines de milliers de Français tombent au Viet Nam.* »

Enfin le correspondant à Paris du VILAGOSSAG (Clarté) du 18 mai écrit que :

« *Les travailleurs ont résisté à la terreur et à*

toute tentation financière. Le navire « Monkey » qui aurait dû transporter des locomotives en Indochine, est toujours dans le port. Douze autres bateaux n'ont pu lever l'ancre, sept autres ont dû être dirigés vers des ports belges. »

Propagande pro-soviétique

Dans le domaine de l'édition, la publication d'ouvrages soviétiques ou de propagande communiste se poursuit.

C'est ainsi que le *Kis Ujag* (Petit Journal) du 16 mai annonce que pour les « Jours du Livre » du 1-2 et 3 juin, 46 nouveaux livres vont sortir à 650.000 exemplaires. Parmi ces livres les principaux sont :

- les articles de Staline sur la Chine.
- Les articles de Lénine et Staline sur la jeunesse.
- Les discours et articles de Mathias Rakosi.
- Le livre de Ernő Gerő « *En lutte pour l'économie populaire et socialiste* ».

POLOGNE

En marge de l'école des "mouchards"

Après le congrès régional des « correspondants populaires » dont nous avons parlé dans le numéro 25 du B.E.I.P.I., les 6-7 et 8 mai eut lieu à Varsovie le congrès national de ces journalistes occasionnels, organisé à grand tapage en présence des sommités polonaises et étrangères, notamment de Baranov, de la *Pravda* et de Pierre Courtade, de l'*Humanité*. Le déploiement de tous les moyens de propagande, ainsi que les discours qui y furent prononcés prouvent que le régime de Varsovie attache une importance particulière à cette nouvelle forme de « mouchardage ».

Il est à signaler que la plupart de ces correspondants (qui sont actuellement au nombre de 12.000) prennent leur rôle au sérieux.

Un discours significatif

Relevons quelques affirmations caractéristiques faites par M. Zambrowski, membre influent du Politburo, lors de son important exposé de clôture de ce congrès.

« *Il ne s'agit pas seulement de critiquer les directeurs et chefs d'entreprises ; il faut aussi critiquer son frère, l'ouvrier qui se trouve encore*

sous une influence étrangère, qui freine dans une certaine mesure, ne serait-ce que par l'absentéisme, notre marche en avant. Nous devons mener une lutte quotidienne contre la partie rétrograde des ouvriers, des paysans, des travailleurs intellectuels, la lutte contre de mauvaises habitudes conformes à ce principe nuisible : prendre à l'Etat le maximum, lui donner le minimum. »

Pour souligner le rôle des correspondants populaires dans l'exécution accélérée des plans de production, Zambrowski cite les exemples suivants :

« *Regardez les travailleurs du bâtiment de Varsovie chez lesquels l'absentéisme prend de grandes proportions. Chez les ouvriers du textile de Lodz, on observe la tendance à changer trop souvent d'emploi, ce qui provoque un mouvement continu de la main-d'œuvre d'une usine à l'autre.* »

En ce qui concerne la collectivisation des terres, Zambrowski ne se gêne guère pour préférer des menaces :

« *Notre lutte pour le développement des coo-*

pératives de production sera, par la nature des choses, une lutte contre les richards ruraux car ceux-ci ne voudront pas partir d'eux-mêmes. »

A propos des Fermes d'Etat il a précisé :

« Nous avons mis au premier plan, à des postes

de direction, des ouvriers et des paysans : 60 % environ d'administrateurs et de gérants se recrutent parmi ces derniers. Les correspondants populaires c'est-à-dire ceux qui forment l'opinion et l'expriment, doivent apporter une aide quotidienne aux ouvriers et paysans désignés aux postes de direction. »

Des chiffres qui parlent

En dépit du déploiement de tous les moyens de propagande dont il dispose, le gouvernement de Varsovie n'arrive pas à gagner, ni de gré ni de force, l'appui de la classe ouvrière. En effet, bien qu'il ait tout mis en œuvre pour clamer les avantages et les succès du stakhanovisme, les résultats dans ce domaine s'avèrent plutôt minces.

Sur le nombre total de 4.980.000 salariés polonais, le chiffre des personnes ayant obtenu le titre de « travailleur de choc » et de « travail-

leur de choc méritant » s'élève à peine à 20.000. (Du discours de M. Bierut prononcé à la réunion du comité central du P.C., le 13 mai 1950).

La presse officielle se garde bien de commenter cet état de choses. Indiquons donc, à sa place, que ces 20.000 travailleurs de choc sont surtout attirés par le gain supplémentaire qu'on leur promet, ce qui s'explique par les bas salaires et l'appauvrissement du prolétariat industriel à la suite de la guerre et de l'occupation.

Sabotage ou exigences excessives?

De plus en plus souvent les tribunaux polonais ont à statuer sur les affaires relatives au sabotage. Ce sont les conséquences inévitables de l'émulation au travail, de la rationalisation, de la production accélérée, etc... mises sur pied d'une manière rudimentaire. Sans nier d'emblée l'existence des cas de sabotage, il y a lieu de constater qu'en général le « sabotage » relève de l'imagination.

En voici quelques exemples :

La *TRYBUNA LUDU* du 7 mai 1950 relate l'affaire jugée par le tribunal militaire de Lodz contre W. Wilczynski chef du Bureau Central des P.T.T. de cette ville, accusé de « nombreux actes de sabotage ».

« Comme l'ont démontré l'instruction, ainsi que les déclarations des témoins et de l'inculpé lui-même, pendant l'exercice de ses fonctions de chef du bureau central précité, de 1947 à 1949

Wilczynski avait fait montre d'une négligence répréhensible et de mauvaise volonté, en entravant le fonctionnement normal des installations techniques de Lodz et de ses environs. »

C'est à la suite de considérations aussi subjectives que le tribunal condamna Wilczynski à 6 ans de prison. Or, tout permet de supposer que le plan de rendement imposé aux P.T.T. de Lodz ne fut pas exécuté en temps voulu, mais il fallait trouver un responsable de l'échec, même innocent.

Dans la même ville on vient de juger 7 travailleurs de l'usine de Radomsk, « Métallurgie ».

Seul, le directeur de l'usine avait été reconnu coupable d'avoir accepté des pots-de-vin, quant aux autres, on les accusait d'avoir « sciemment retardé l'exécution des plans de production en freinant l'émulation au travail et la rationalisation dans l'usine « Métallurgie ». En conséquence, les inculpés furent condamnés à 5-6-8 et 10 ans d'emprisonnement.

A quoi sert la presse

A l'occasion de l'ouverture de la « Semaine de l'Education », du Livre et de la Presse, inaugurée à Varsovie le 3 mai 1950, les journaux polonais ont relevé les chiffres suivants, concernant la presse quotidienne et périodique :

Le tirage des journaux quotidiens est de 4.600.000 exemplaires, celui des périodiques — de 5.500.000 exemplaires à destination de la campagne. Les syndicats publient 17 périodiques, le mouvement coopératif 10. Il existe 26 publications destinées aux enfants et à la jeunesse.

Et voici à quoi sert cet effort, d'après M. Zawadzki, alors président de la C.G.T., actuellement vice-président du Conseil, qui a prononcé le discours d'inauguration de cette Semaine. :

« Cette presse abondante mène une campagne systématique contre la propagande envenimée de l'impérialisme étranger ; elle démasque ses buts mensongers et criminels, mobilise les masses pour renforcer notre Etat dans sa lutte pour la paix. »

Les tentacules soviétiques

Comme partout ailleurs, la propagande stalinienne trouve surtout résonance chez les femmes et les jeunes. En effet, l'*Union des Femmes Polonaises* compte 1.365.000 membres, dont 40 % d'ouvrières et 15 % de travailleuses intellectuelles ; 16 % de ménagères des villes et 29 % (soit 400.000) de ménagères des campagnes (élément le plus rétrograde).

L'*Association de la Jeunesse Polonaise* compte 1.125.000 membres.

L'*Association d'Amitié polono-soviétique* (l'équivalent de l'Association France-U.R.S.S.) à laquelle les salariés polonais sont affiliés d'office compte 2.642.000 membres.

Ici les cotisations sont perçues par l'administration de l'entreprise, les membres sont tenus de s'abonner aux périodiques publiés par l'Association. Il est à souligner qu'il n'existe pas une Association d'Amitié soviéto-polonaise en U.R.S.S. « Cette amitié » semble donc avoir un caractère bien unilatéral.

ROUMANIE

Les soviets contre la Sorbonne

Le 1^{er} avril 1950 l'Institut des Constructions de Bucarest organisait une séance spéciale au cours de laquelle fut débattu le problème du cosmopolitisme dans la technique.

Dans son discours d'ouverture le recteur de l'Institut le professeur Korcinskii a déclaré que les constructeurs roumains ne devaient plus s'inspirer de la technique occidentale, mais prendre exemple sur l'U.R.S.S.

« Les exemples doivent être pris sur l'U.R.S.S. où n'importe quelle innovation technique est immédiatement introduite dans la pratique et où les ouvriers et techniciens introduisent jour après jour de nouvelles méthodes. »

Dans ce domaine, paraît-il, ces efforts sont encore insuffisants :

« En ce qui concerne la documentation soviétique des efforts ont été faits par toutes les institutions, pour l'organisation de traductions, mais il faut constater que cette documentation n'a pas été consultée. Nous posséderons seulement une bonne documentation lorsque notre corps diplomatique aura fait l'effort de s'assimiler la langue russe, la langue de la culture la plus avancée, de la culture socialiste. »

Le fait important est la charge violente exécutée par le professeur Sanielevici contre l'enseignement de la Sorbonne. Celui-ci a critiqué l'estime trop grande, selon lui, qui est accordée aux diplômés des Facultés de l'Occident. Le professeur roumain, utilisant son propre exemple, a fait part à l'Assemblée des déceptions que lui a causées la technique occidentale.

« Je veux spécialement insister sur le fait que dans la pratique quotidienne, j'ai constaté que toutes les fois que j'essayais de résoudre certains problèmes de la technique des matériaux de

construction en utilisant la documentation occidentale, j'essuyais des échecs. Par contre, chaque fois que je faisais appel à l'expérience soviétique les choses devenaient claires, simples, et mes travaux aboutissaient à de très bons résultats. »

Suit l'explication de ce phénomène, extrêmement simple : ce sont les trusts qui donnent des conseils volontairement erronés :

« Aujourd'hui je me rends compte que la littérature technique impérialiste donnait intentionnellement de fausses données, déformait les méthodes parce qu'il n'était pas dans l'intérêt des trusts qui dominaient ces méthodes de production de les faire connaître. »

Cependant un certain nombre de professeurs refusent de reconnaître l'excellence des méthodes soviétiques. Ce pourquoi ils ont été sévèrement tancés par le camarade Balanescu :

« Il y a encore des professeurs qui ont adopté une fausse position. Outre ceux qui n'ont pas pris la parole, ceux qui n'ont pas cru bon de reconnaître leurs fautes et de prendre des engagements d'amendement, il y a ceux qui ont voulu seulement donner l'impression qu'ils veulent faire leur auto-critique mais dont les déclarations ne peuvent être considérées comme telles. »

Suit une déclaration du professeur Brucan qui annonce que les récalcitrants « vont se heurter à la vigilance du corps des professeurs et des étudiants. »

En somme on peut se rendre compte qu'il y a trois catégories de suspects : ceux qui se taisent, ceux qui refusent de reconnaître leurs péchés, et enfin ceux qui font des confessions frauduleuses. La « vigilance » communiste est très exigeante.

Rubrique des prisons

On apprend de Bucarest qu'un autre prélat vient d'être épuré ; il s'agit de l'évêque Partenie Ciopron vicaire de la Patriarchie. Celui-ci a été nommé supérieur du monastère de Suceava et envoyé là-bas.

A sa place a été nommé comme vicaire, un employé de commerce qui possède une très faible instruction mais qui a obtenu sa promotion grâce à son zèle communiste.

Le dernier procès politique de Bucarest vient de se terminer. Il s'agit de personnes qui, pour la plupart étaient employées aux légations américaine et britannique de Bucarest.

« Jugés après huit mois de détention, les inculpés ont fini par « faire des aveux » et par reconnaître tous les chefs d'accusation, de « l'espionnage » jusqu'à « la haute trahison », bien que le tribunal eut presque fini par les absoudre de ce dernier crime ».

D'après la *NATION ROUMAINE* (15-5-50) il ressort que le tribunal de Bucarest a rendu le 28 avril les verdicts suivants :

— M. Constantin Mugur, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité ;

— M. Liviu Nasta, ancien correspondant du journal *New York Times* et journaliste très connu en Roumanie, a été condamné à vingt ans de travaux forcés ;

— Mlle Anny Samuely, ancienne employée au bureau de presse de la légation anglaise, a été condamnée à quinze ans de travaux forcés ;

— Mme Eléonora Bunea (née princesse de Wied, fille de l'ancien roi d'Albanie), ancienne employée au bureau de presse britannique, a été condamnée à quinze ans de travaux forcés.

Chaque accusé a été également condamné à d'autres peines telles que la confiscation des biens, amende et dégradation civile.

Le mois dernier le tribunal militaire de Timisoara a condamné à mort le paysan Ion Gaju, dit Mihutz, originaire de la commune de Zgribesti.

Deux autres paysans, originaires de la même commune, ont été condamnés au cours du même procès à 3 et 4 ans de prison.

La liberté du commerce

Avant les fêtes de Pâques, les consommateurs se préparaient à s'approvisionner pour les fêtes dans les marchés ouverts de Bucarest où la vente des produits alimentaires est encore libre. Le 25 mars 1950 les autorités municipales de Bucarest avaient donné l'ordre aux commerçants de ne pas manquer de marchandises. En cas contraire, ils étaient menacés du retrait de leur autorisation.

Mais cet ordre n'était qu'un piège.

En effet, dans la matinée du 28 mars, la Milice organisait des commandos dans tous les marchés de la capitale. Il s'agissait d'une véritable expédition, armée de mitrailleuses et de fusils-mitrailleurs.

La Milice aidée par des « agents économiques » a immédiatement procédé à la confiscation de toutes les denrées alimentaires qui se trouvaient sur le marché « en vente libre » ; on a saisi jus-

qu'aux balances, caisses et sacs d'emballage et en général tout ce que les commerçants possédaient.

Les travaux de fortification continuent

On apprend de Bucarest que les travaux de fortification ont commencé dans la partie ouest de Banat à l'ouest de Timosoara.

Dans la région, à l'ouest de cette ville, à Peciu Nou-Petro Man et Voiteni les travaux de fortifications passagères sont en cours.

Dans d'autres régions à l'ouest de Oravitzza on transporte les matériaux et l'outillage nécessaires pour le même but.

LA VIE EN U.R.S.S.

L'association "France-U.R.S.S." en terre promise

Les *IZVESTIA* du 16 mai rendent compte d'une conférence de presse avec une délégation de l'Association France-U.R.S.S. venue en Russie pour participer aux solennités du Premier Mai et dont faisaient partie, entre autres, MM. André Wurmser et Jean-Maurice Hermann.

Voici quelques-unes des déclarations faites par les délégués :

« *La parade du Premier Mai* — déclare le chef de la délégation, le secrétaire général de l'Association France-U.R.S.S. — nous laisse une impression ineffaçable. Nous avons assisté à une démonstration de la puissance des Forces Armées Soviétiques. Nous remercions l'Armée soviétique d'avoir apporté la liberté à tous les peuples de la terre et parmi ceux-ci au peuple de France. Avec tous les peuples de l'Union Soviétique nous avons en ce jour du Premier Mai salué le Grand Staline que tous les travailleurs de France aiment d'un amour sans limite. »

« *Le peuple de France*, dit à son tour M. Wurmser, sait parfaitement quels efforts font les gens

soviétiques pour défendre et renforcer la Paix. Maurice Thorez a dit : « *Le peuple français ne se battra jamais contre l'U.R.S.S.* ». Et je me permets d'ajouter que le peuple français considérera toujours comme un ennemi de l'humanité celui qui se permettra d'attaquer l'U.R.S.S. »

Enfin le journaliste Jean-Maurice Hermann parle ensuite des impressions recueillies par la délégation lors de son voyage en Géorgie :

« *Nous avons été, dit-il, là où naquit il y a 70 ans le plus grand génie de l'humanité — Staline. Nous rentrons maintenant dans notre patrie avec la ferme résolution de ne jamais plus permettre qu'un danger vienne planer sur les arbres verdoyants de Stalingrad renaissant ou sur le sommeil paisible des enfants de Leningrad.* »

Nous rappelons que M. J.-M. Hermann est un ancien militant S.F.I.O. et un ancien rédacteur au *Populaire*. Il est aujourd'hui un des dirigeants du Parti Socialiste Unitaire, parti satellite du P.C.

Toujours l' "irresponsabilité"

Sous le titre : « *A quoi mène l'irresponsabilité* » les *IZVESTIA* du 27 avril publient une longue correspondance de V. Kaïourov, chef du bureau des Statistiques du district de Gorki, d'où nous extrayons les passages suivants :

« ... *Le gouvernement affecte chaque année des crédits importants à la refecton et à l'entretien des habitations des villes industrielles et entre autres, celle de Gorki. Les travailleurs disposent de tous les moyens indispensables pour être logés décemment. Or, certains travailleurs se sont mis à dépenser à des fins illégales les crédits qui leurs sont alloués...*

« ... *C'est ainsi que dans les quartiers de Gorki, Sverdlovsk, Kanavinsk et Koutbychev, les habitations sont dans un état lamentable, l'argent destiné à l'entretien de celles-ci ayant été dépensé à d'autres fins...*

« ... *Le camarade Makarov, vice-président du comité exécutif du Soviet de rayon, du quartier Sverdlovsk, a laissé les maisons tomber en ruines et a dépensé l'argent à embellir les façades!*...

« *Dans le quartier de Vorochilovsk 93.000 roubles ont été « économisés » sur les crédits alloués et des maisons s'effondrent !...*

« Les responsables racontent des « sornettes » et les autorités les laissent faire au lieu de les mettre devant leurs « responsabilités ». Certains fonctionnaires municipaux ont par contre employé consciencieusement les deniers de l'Etat à refaire et à embellir leurs propres appartements et ceux-là seuls !... La seule réfection de l'appartement du vice-président du comité exécutif de rayon, le camarade Jiline a coûté 11.000 roubles !... »

Ces indications relatives à la négligence et à l'incurie des organes responsables sont complétées d'autre part par l'éditorial des IZVESTIA du 25 avril :

« Les stakhanovistes de l'usine « Fisprigor » (ville de Kirov) les camarades Mourdassov, Tcherniadev et Koïrov nous ont écrit pour nous expliquer pourquoi leur usine dans laquelle travaillent des centaines de stakhanovistes remplissant quotidiennement 1 et demie et deux normes, n'en reste pas moins en retard sur le programme qui lui a été imposé. Ils nous racontent quelle pagaille règne dans l'usine : les contremaîtres arrivent le matin et ne savent quel travail confier à leurs ouvriers, des ouvriers spécialisés sont employés à décharger ou charger des camions, la nouvelle technique n'est ni enseignée convenablement ni assimilée consciencieusement, les ingénieurs n'ont aucun contact avec les ouvriers et techniciens, les conseils des stakhanovistes ne sont pas suivis, les techniciens ne tiennent aucun compte des remarques faites par les ouvriers, etc.

« Les trois stakhanovistes ajoutent que les grands responsables de cet état de choses sont le directeur de l'Usine et le représentant du Ministère qui laissent tout aller sans essayer de rétablir un ordre quel qu'il soit. »

Les IZVESTIA du 23 avril s'en prennent à l'inertie des autorités locales et régionales, et une fois de plus préconisent « l'auto-critique » pour y remédier :

« ... L'auto-critique seule peut permettre de trouver des moyens pour remédier à un pareil état de choses. Il est donc indispensable de lutter

contre tous ceux qui freinent ou essaient d'empêcher l'auto-critique. Le « principalisme » bolcheviste est la qualité essentielle que doit posséder tout travailleur soviétique. »

Cependant, toutes les invitations à l'auto-critique resteront vaines comme dans le passé, puisque la terreur empêche la « base » de risquer sa sécurité dans des dénonciations et reproches, peut-être bien vus aujourd'hui — et encore ! — mais qui peuvent lui être imputés à crime demain.

Certes, dans telle ou telle question de détail, la critique est toujours possible puisqu'elle représente pour le régime une soupape de sûreté. Aussi les IZVESTIA du 23 avril publient, comme souvent, une plainte relative aux déplorables conditions d'habitat des ouvriers de la fabrique d'automobiles de Iaroslavlski :

« ... La maison n'est pas aménagée pour la vie en famille des travailleurs. Les chambres n'ont pas de réchauds sur lesquels faire la cuisine. Il y avait dans le temps une cuisine commune, elle a été détruite, dans les chambres les poêles fument, l'hiver il y fait froid.

... Autour de la maison, la boue et la saleté la plus repoussante...

... Nous nous sommes adressés à plusieurs reprises au directeur de l'usine le camarade Vilentchik, chargé de veiller au bien-être des ouvriers. Il ne nous a fait aucune réponse raisonnable ni pris aucune mesure quelle qu'elle soit. »

Les IZVESTIA font suivre cette plainte des constatations que voici :

« ... Le correspondant des Izvestia accompagné du camarade Pourichev, Président du comité de l'usine et du camarade Jomov, représentant du comité local du parti ont vérifié les faits exposés dans la lettre ci-dessus. Toutes les critiques se sont avérées être parfaitement justes.

« ... La maison en question est effectivement d'une saleté repoussante et sans aucune commodité ; les crédits indispensables pour l'aménagement ne sont pas fort élevés mais personne n'a jamais songé à les allouer. »

Les violations du statut des kolkhozes dans le Kazakhstan

La PRAVDA du 11 mai publie un article de son correspondant de la République soviétique du Kazakhstan, qui signale que les organes locaux du parti ne luttent pas contre les violations du statut des kolkhozes.

Après avoir rappelé comment l'arrêté du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. et du Comité Central du Parti Communiste (bolchevik) du 19 septembre 1946 « sur les mesures à prendre pour la liquidation des violations du statut des kolkhozes » faisait obligation aux organes du parti d'appliquer rigoureusement ces mesures, l'article note qu'en de nombreux endroits du Kazakhstan, ces ordres ne sont pas exécutés :

« Dans ce domaine le C.C. du P.C. (b) du Kazakhstan fait preuve également de bien peu d'activité. Il est vrai que les décisions du C.C. du P.C. (b) du Kazakhstan ne manquent pas. Mais il semble qu'elles ne soient prises uniquement que pour attirer une fois de plus l'attention sur les violations du statut des kolkhozes et fixer de nou-

veaux délais pour la liquidation de celles-ci. Comme d'autre part, il n'existe aucun contrôle de l'application de ces décisions, la situation reste inchangée.

« ... Dans le courant de l'année qui vient de s'écouler, le C.C. du P.C. (b) du Kazakhstan a pris environ une vingtaine de décisions en ce qui concerne les mesures à appliquer pour liquider les violations du Statut des Kolkhozes. Toutes ces décisions ne sont maintenant que des pièces d'archives.

« ... Prenons par exemple la décision du 13 décembre 1949. Par celle-ci le C.C. du P.C. (b) du Kazakhstan met en demeure les comités des rayons et les comités de districts de liquider ces violations pour le 1^{er} janvier 1950, de restituer aux kolkhozes les terres qui leur ont été indûment enlevées ainsi que le bétail et le grain qui furent détournés.

« ... Plus de quatre mois ont passé depuis et rien de tout cela n'a encore été fait et les coupables sont toujours impunis. »

Version soviétique de la victoire sur l'Allemagne

Le 9 mai dernier, la presse russe célébrait le cinquième anniversaire de « Notre grande victoire » (titre du *Troud*). « La grande victoire du peuple soviétique » (titre de la *Pravda*).

Et voici, d'après le *TROUD* la version soviétique de la victoire sur l'Allemagne :

« ... Les falsificateurs d'histoire du camp impérialiste s'efforcent consciemment de minimiser le rôle de l'Union Soviétique dans l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne. Mais les peuples sa-

vent à qui ils doivent leur salut ! Ils savent que le sort de la guerre se joua non pas dans les sables de l'Afrique, mais sous Moscou et Stalingrad, sur le Dniepr et la Vistule et la Sprée. C'est sur le front germano-soviétique que furent brisées et détruites les forces principales des hordes hitlériennes — ces hordes devant lesquelles tremblaient les puissances de l'Occident. »

« ... L'Union Soviétique a gagné la guerre et a sauvé la civilisation de l'Europe. »

EN EXTRÊME-ORIENT

La soumission des sectes religieuses

Dans son numéro 24, pp. 3 et 4, le *B.E.I.P.I.* a relaté le travail de sâpe entrepris par les communistes pour éliminer l'influence de la religion, et pour amener les prêtres chinois à composer avec le régime et à se soumettre. Le correspondant de l'agence *Ceteka* à Pékin signale la docilité avec laquelle les ecclésiastiques des différentes sectes ont adhéré à la résolution de Stockholm contre l'emploi de la bombe atomique. Le passage suivant est extrait du *RUDE PRAVO* tchèque, du 13 mai :

« ... En faveur de la résolution se sont pronon-

cés également de nombreux représentants des Eglises et des diverses institutions religieuses chinoises, tels que Tchao Pu Tchu, président de l'Union bouddhiste, Ma Tchien, représentant de l'Islam et professeur de langues orientales à l'Université de Pékin, l'Union chrétienne de jeunes gens et de jeunes filles. Les organisations religieuses chinoises ont rendu publique une déclaration s'adressant à tous les fidèles et les invitant à collaborer avec les peuples épris du désir de la paix, afin d'assurer, avec le concours de l'Union Soviétique, la paix, l'indépendance nationale et la démocratie populaire. »

L'association "Chine-U.R.S.S."

Comme dans presque tous les pays, une Association d'Amis de l'U.R.S.S. existe également en Chine. Sous l'impulsion des communistes, elle connaît un essor rapide, comme en témoigne l'information suivante publiée par la *TAGLISCHE RUNDSCHAU*, organe de l'armée soviétique en Allemagne, en date du 19 avril :

« Depuis la signature du traité d'amitié, d'al-

liance et de coopération mutuelle entre la Chine nouvelle et l'Union Soviétique, des dizaines de milliers de nouveaux membres ont adhéré à l'Association d'Amis de l'U.R.S.S. La seule succursale de Pékin compte actuellement 210.000 adhérents contre 160.000 seulement il y a à peine deux mois. Des résultats analogues ont été enregistrés dans toutes les provinces chinoises. »

Une lettre de reconnaissance de 26 m. de longueur

La *PRAVDA* du 6 mai annonce que les prisonniers japonais libérés par les Soviétiques ont adressé de nombreuses lettres au « Chef du Gouvernement Soviétique, au camarade Staline », pour lui exprimer leur profonde reconnaissance d'avoir été traités humainement et lui promettant, à leur retour dans leur patrie, de mener la lutte pour le renforcement du camp de la paix, pour l'amitié avec l'Union Soviétique. Ces lettres proviennent « d'assemblées de masses des prisonniers ». L'une d'elles qui mesure 26 mètres de longueur a été signée par 66.434 prisonniers japonais. En toile de soie, elle contenait 14.000 hiéroglyphes et était ornée de diverses enjolivures.

Voici des extraits de cette lettre-fleuve où l'on retrouve les mêmes expressions que dans les messages soviétiques adressés sur commande au grand et aimé Staline. Ce qui exclut toute spontanéité et originalité des prétendues déclarations des prisonniers japonais :

« ... C'est en Union Soviétique que nous eûmes pour la première fois conscience de ce qu'est la liberté et que nous connûmes la vérité.

« ... En quittant ce grand pays du socialisme nous jurons solennellement au peuple de ce grand Etat socialiste et à vous père bien-aimé et maître génial des travailleurs du monde entier, que nous lutterons de toutes nos forces pour l'amitié indestructible qui unit le peuple japonais aux peuples de l'Union Soviétique et ce parce que seule cette amitié peut apporter à notre peuple le bonheur, l'indépendance nationale, la paix, la liberté et la démocratie... »

« ... Nous raconterons aux travailleurs japonais la vérité sur le pays du socialisme, nous détruirons le mensonge antisoviétique propagé par les impérialistes américains et leurs mercenaires japonais... »